

A.A.S.S. KARATE

(Association Amicale et Sportive de Sarcelles)

Association à but non lucratif (Loi du 1^{er} Juillet 1901)

1 Avenue Paul Langevin – BP n°6

95205 SARCELLES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

**ASSEMBLEE GENERALE D'APPROBATION DES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2018**



A.A.S.S. KARATE

(ASSOCIATION AMICALE ET SPORTIVE DE SARCELLES)

Association à but non lucratif (Loi du 1er Juillet 1901)

**1 Avenue Paul Langevin – BP n°6
95205 SARCELLES**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

**Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 aout 2018**

Mesdames, Messieurs les membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale dans le cadre des dispositions de l'article L 820-3-1 du code de commerce, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Amicale et Sportive de Sarcelles KARATE relatifs à l'exercice clos le 31 aout 2018 (12 mois), tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- ✓ les principes comptables suivis
- ✓ les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes de votre entité,
- ✓ leur présentation d'ensemble,
- ✓ la correcte comptabilisation des subventions et des cotisations,

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par le trésorier et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.



Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité Directeur.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Franconville

Le 13 Juin 2019

Rémy DESCHAMPS

pour la Compagnie Fiduciaire Francilienne

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale
de Versailles



Annexe

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

AASS KARATE

1 avenue Paul Langevin
95205 SARCELLES

COMPTES ANNUELS

Au 31 aout 2018

Sommaire

Bilan association	1
ACTIF	1
<i>Immobilisations incorporelles</i>	<i>1</i>
<i>Immobilisations corporelles</i>	<i>1</i>
<i>Immobilisations financières</i>	<i>1</i>
PASSIF	2
<i>Fonds associatifs et réserves</i>	<i>2</i>
<i>Dettes</i>	<i>2</i>
<i>Engagements reçus</i>	<i>2</i>
<i>Engagements donnés</i>	<i>2</i>
Compte de résultat association en liste	3
<i>Produits d'exploitation</i>	<i>3</i>
<i>Autres produits d'exploitation</i>	<i>3</i>
<i>Charges d'exploitation</i>	<i>3</i>
<i>Produits financiers</i>	<i>3</i>
<i>Charges financières</i>	<i>4</i>
<i>Produits exceptionnels</i>	<i>4</i>
<i>Charges exceptionnelles</i>	<i>4</i>
<i>Evaluation des contributions volontaires en nature</i>	<i>4</i>
ANNEXE	5
PREAMBULE	5
PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES	5
<i>METHODE GENERALE</i>	<i>5</i>
<i>PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION</i>	<i>6</i>
NOTES SUR LE BILAN ACTIF	7
NOTES SUR LE BILAN PASSIF	9
AUTRES INFORMATIONS	10

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/08/2018 (12 mois)			Exercice précédent 31/08/2017 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	5 648,08	5 648,08		66,00	- 66
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	34 788,21	31 225,72	3 562,49	7 134,78	- 3 572
Autres immobilisations corporelles	11 696,62	11 313,63	382,99	765,99	- 383
Immobilisations grevées de droit					
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles					
Immobilisations financières					
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	900,00		900,00	900,00	
TOTAL (I)	53 032,91	48 187,43	4 845,48	8 866,77	- 4 021
Stocks en cours					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens et services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances usagers et comptes rattachés	463,00		463,00		463
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs	59,82		59,82	109,82	- 50
. Personnel					
. Organismes sociaux	179,24		179,24		179
. Etat, impôts sur les bénéfices					
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires					
. Autres	46 705,91		46 705,91	68 617,17	- 21 911
Valeurs mobilières de placement	15,00		15,00	15,00	
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	231 928,78		231 928,78	184 354,99	47 574
Charges constatées d'avance				1 379,12	- 1 379
TOTAL (II)	279 351,75		279 351,75	254 476,10	24 876
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	332 384,66	48 187,43	284 197,23	263 342,87	20 854

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/08/2018 (12 mois)	Exercice précédent 31/08/2017 (12 mois)	Variation
Fonds associatifs et réserves			
Fonds propres			
. Fonds associatifs sans droit de reprise			
. Ecart de réévaluation			
. Réserves			
. Report à nouveau	77 491,92	22 783,63	54 708
. Résultat de l'exercice	45 123,97	54 708,29	- 9 584
Autres fonds associatifs			
. Fonds associatifs avec droit de reprise			
. Apports			
. Legs et donations			
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
. Ecart de réévaluation			
. Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
. Provisions réglementées			
. Droits des propriétaires (commodat)			
TOTAL (I)	122 615,89	77 491,92	45 124
Provisions pour risques et charges			
TOTAL (II)			
Fonds dédiés			
. Sur subventions de fonctionnement			
. Sur autres ressources			
TOTAL (III)			
Dettes			
Emprunts et dettes assimilées			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Fournisseurs et comptes rattachés	5 672,05	8 530,50	- 2 858
Autres	33 663,29	47 139,45	- 13 476
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	122 246,00	130 181,00	- 7 935
TOTAL (IV)	161 581,34	185 850,95	- 24 270
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	284 197,23	263 342,87	20 854
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
Engagements donnés			

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/08/2018 (12 mois)		Exercice précédent 31/08/2017 (12 mois)	Variation	%
	France	Exportations	Total	Total	
Produits d'exploitation					
Ventes de marchandises	9 691,13		9 691,13	6 913,07	2 778 40,19
Production vendue biens					
Production vendue services	177,61		177,61	2 920,20	- 2 743 -93,92
Montants nets produits d'expl.	9 868,74		9 868,74	9 833,27	35 0,36
Autres produits d'exploitation					
Production stockée					
Production immobilisée			7 153,69	8 314,10	- 1 160 -13,96
Subventions d'exploitation			273 077,57	301 634,28	- 28 557 -9,47
Cotisations			92 422,53	91 868,44	554 0,60
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs					
Autres produits			27 009,00	25 496,04	1 513 5,93
Reprise de provisions					
Transfert de charges			229,50		230 N/S
Sous-total des autres produits d'exploitation			399 892,29	427 312,86	- 27 421 -6,42
Total des produits d'exploitation (I)			409 761,03	437 146,13	- 27 385 -6,26
Charges d'exploitation					
Achats de marchandises				56,25	- 56 -100
Variations stocks de marchandises					
Achats de matières premières et autres approvisionnements		95,61	597,80	- 502	-84,01
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements					
Autres achats non stockés		15 551,49	15 641,06	- 90	-0,57
Services extérieurs		6 331,11	4 595,23	1 736	37,78
Autres services extérieurs		198 825,62	214 938,32	- 16 113	-7,50
Impôts, taxes et versements assimilés		2 049,29	2 197,39	- 148	-6,74
Salaires et traitements		90 079,67	73 619,19	16 460	22,36
Charges sociales		18 218,53	18 757,03	- 539	-2,87
Autres charges de personnels					
Subventions accordées par l'association			15 652,34	- 15 652	-100
Dotations aux amortissements et aux dépréciations					
. Sur immobilisations : dotation aux amortissements		4 021,29	6 043,56	- 2 022	-33,46
. Sur immobilisations : dotation aux dépréciations					
. Sur actif circulant : dotation aux dépréciations					
. Pour risques et charges : dotation aux provisions					
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées					
Autres charges		33 915,34	32 739,33	1 176	3,59
Total des charges d'exploitation (II)			369 087,95	384 837,50	- 15 750 -4,09
RESULTAT D'EXPLOITATION			40 673,08	52 308,63	- 11 636 -22,24
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Excédent transféré (III)					
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Déficit transféré (IV)					
Produits financiers					
De participations					
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif					
Autres intérêts et produits assimilés		640,93	675,98	- 35	-5,19
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges					
Différences positives de change					
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement					
Total des produits financiers (V)			640,93	675,98	- 35 -5,19

	Exercice clos le 31/08/2018 (12 mois)		Exercice précédent 31/08/2017 (12 mois)		Variation	%
	France	Exportations	Total	Total		
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements						
Total des charges financières (VI)						
RESULTAT FINANCIER			640,93	675,98	- 35	-5,19
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT			41 314,01	52 984,61	- 11 671	-22,03
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion			6 793,25	4 483,50	2 310	51,52
Sur opérations en capital						
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Total des produits exceptionnels (VII)			6 793,25	4 483,50	2 310	51,52
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion			2 983,29	2 759,82	223	8,10
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Total des charges exceptionnelles (VIII)			2 983,29	2 759,82	223	8,10
Participation des salariés aux résultats (V)						
Impôts sur les sociétés (VI)						
RESULTAT EXCEPTIONNEL			3 809,96	1 723,68	2 086	121,04
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)			417 195,21	442 305,61	- 25 110	-5,68
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)			372 071,24	387 597,32	- 15 526	-4,01
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT						
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT			45 123,97	54 708,29	- 9 584	-17,52

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/08/2018 (12 mois)	Exercice précédent 31/08/2017 (12 mois)	Variation	%
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Bénévolat				
. Prestations en nature				
. Dons en nature				
Total				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total				

ANNEXE

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/08/2018 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/08/2017 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 284 197,23 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 45 123,97 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 1999, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 99-01 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, et n° 99-03 relatif à la réécriture du plan comptable général, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euros.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation en mode linéaire.

Créances :

Les créances, dont les créances adhérents, sont évaluées à leur valeur nominale. Elles font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Annexe (suite)

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Contributions volontaires :

Conformément au règlement comptable CRC 99-01, une information qualitative est donnée sur les contributions volontaires, l'entité ayant rencontré des difficultés pour les évaluer.

La ville de Sarcelles et la communauté d'agglomération mettent à disposition les locaux et les fluides.

NOTES SUR LE BILAN ACTIF**Immobilisations**

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	5 648			5 648
Immobilisations corporelles	46 485			46 485
Immobilisations financières	900			900
TOTAL	53 033			53 033

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Autres immobilisations incorporelles	5 582	66		5 648
Matériel sportif	27 653	3 572		31 226
Autres immobilisations corporelles				
Matériel et mobilier de bureau et informatique	10 931	383		11 314
TOTAL	44 166	4 021		48 187

Annexe (suite)**Etat des créances et charges constatées d'avance**

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	463	463	
Autres créances	46 885	46 885	
Charges constatées d'avance			
TOTAL	47 348	47 348	

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions	45 587
Autres produits à recevoir	1 074
TOTAL	46 661

Annexe (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	5 672	5 672		
Dettes fiscales et sociales	13 197	13 197		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	20 467	20 467		
Produits constatés d'avance	122 246	122 246		
TOTAL	161 581	161 581		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	5 172
Dettes fiscales et sociales	2 215
Autres dettes	
TOTAL	7 387

Annexe (suite)**AUTRES INFORMATIONS*****Engagements et sûretés réelles consenties***

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Néant

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

Néant

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres		
Non cadres	3	1
TOTAL	3	1